

AFRICAN UNION
الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE
UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA P.O. Box 3243 Telephone :+251-115-517 700 Fax :+251-115517844
website : www.africa-union.org

SC11318

CONSEIL EXÉCUTIF
Vingt-quatrième session ordinaire
21-28 janvier 2014
Addis-Abeba (Éthiopie)

EX.CL/812(XXIV)
Original : Anglais

**RAPPORT DE LA REUNION DE HAUT NIVEAU SUR LE PARTENARIAT
RENOUELE POUR UNE APPROCHE UNIFIEE DE L'ELIMINATION DE
LA FAIM EN AFRIQUE D'ICI 2025 DANS LE CADRE DU PROGRAMME
DETAILLE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE EN
AFRIQUE, 1^{ER} JUILLET 2013, ADDIS-ABEBA (ÉTHIOPIE)**

Rapport de la Réunion de haut niveau sur le Partenariat renouvelé pour une approche unifiée de l'élimination de la faim en Afrique d'ici 2025 dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique, 1^{er} juillet 2013, Addis-Abeba (Éthiopie)

RÉSUMÉ

1. La Réunion de haut niveau (HLM), organisée sous le thème " *Vers la Renaissance africaine : Partenariat renouvelé pour une approche unifiée pour éradiquer la faim en Afrique d'ici 2025 dans le cadre du CAADP* », visait à adopter un ensemble commun de principes et de mesures concrètes pour éradiquer la faim et la malnutrition en Afrique. La réunion a été organisée par la Commission de l'Union africaine (Commission de l'UA), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Institut Lula (IL) du Brésil – sous le patronage politique et l'inspiration de l'ancien président brésilien Luiz Inacio Lula Da Silva.

2. La réunion de trois jours, à laquelle ont participé plus de 350 délégués de 40 pays, a débuté le 29 juin par le dialogue multipartite, suivi d'une réunion ministérielle le 30 juin et enfin, par la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement le 1er juillet 2013. Le dialogue entre les acteurs étatiques et non étatiques a servi de plate-forme aux différentes parties prenantes pour partager, échanger et définir leurs stratégies en vue de s'engager dans un "Partenariat renouvelé pour éradiquer la faim en Afrique".

3. La réunion de haut niveau a examiné les succès des pays qui ont réduit le nombre des victimes de la faim et fait montre d'un engagement politique de haut niveau, démontré par des actions menées en tant qu'éléments clés dans les efforts visant à éradiquer la faim. L'accent mis sur la faim se rapporte souvent aux couches non organisées de la société, qui n'ont même pas la force de dire qu'ils ont faim. Cette réunion a par conséquent lancé un appel à la protection sociale dans le cadre des programmes et des actions d'éradication de la faim. La Réunion de haut niveau a souligné que la protection sociale ne doit pas être vue / conçue sous l'angle du bien-être; elle devrait plutôt viser à puiser de son potentiel de production pour amener les couches marginalisées de la société à la productivité économique. Les participants ont souligné le rôle des États et des gouvernements, en leur demandant de redéfinir les priorités des budgets nationaux pour l'éradication de la faim. Ils ont estimé que l'Afrique doit rechercher des solutions africaines, et qu'il est inutile de vouloir réinventer la roue étant donné que certains pays africains sont bien placés pour tirer le meilleur profit de nombreux systèmes et les adapter à leurs besoins spécifiques.

4. Le partenariat renouvelé a conduit à l'adoption, par les dirigeants africains et internationaux présents, d'une déclaration pour éradiquer la faim en Afrique d'ici 2025. La Déclaration, en prenant compte des impacts divers de la faim et de la malnutrition sur les économies africaines, a lancé un appel pour (i) l'adoption d'une combinaison de politiques sur le développement durable de l'agriculture et des instruments de protection sociale pour éradiquer la faim ; (ii) la nécessité de mobiliser des ressources budgétaires nationales pour les programmes destinés à transformer le secteur de la production

alimentaire et à considérer l'éradication de la faim et le développement institutionnel comme des objectifs politiques, et (iii) reconnaître le rôle d'un partenariat renouvelé qui permet de réunir les acteurs étatiques et non étatiques et les communautés dans le cadre de la lutte commune pour éradiquer la faim.

5. La Déclaration a souligné que l'éradication de la faim va au-delà du ministère de l'Agriculture et des secteurs de développement rural, et devrait inclure d'autres secteurs tels que le secteur des finances. Elle demande la mise au point d'un mécanisme de coordination fort au plus haut niveau, le cas échéant, pour faciliter les actions au niveau des pays. La Déclaration réaffirme les objectifs du cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP) et s'engage à mettre en œuvre une feuille de route principalement avec les ressources propres de l'Afrique, et invite les partenaires au développement à renforcer leurs partenariats dans la recherche de la réalisation de l'objectif de l'éradication de la faim.

6. La réunion a décidé que les décisions de la Réunion de haut niveau seront examinées par la Conférence de l'Union de janvier 2014, qui mettra l'accent sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.

PREMIERE SÉANCE: DISCOURS D'OUVERTURE

7. Dans son allocution d'ouverture et en sa qualité de président de séance, **S.E. Dr Jose Graziano da Silva, Directeur général de la FAO**, a déclaré que l'Afrique a besoin de la seule manière la plus efficace de fournir de la nourriture aux ménages. Il a souligné qu'il est nécessaire de lier l'aide productive à la protection sociale. Pour cette raison, la FAO, l'UA et l'Institut Lula ont uni leurs forces autour de l'agenda « Éradiquer la faim ». Il a révélé que la Feuille de route vise à mettre au point des approches pour répondre aux besoins spécifiques, à court et à long terme des populations vulnérables. *"Nous ne sommes pas ici pour réinventer la roue, mais pour renouveler notre engagement à éradiquer la faim en Afrique"*, a-t-il assuré à la réunion.

8. **S.E. Tumusiime Rhoda Peace, Commissaire à l'économie rurale et à l'Agriculture de la Commission de l'Union africaine**, a souhaité la bienvenue aux délégués à la Réunion de haut niveau et a attiré leur attention sur les efforts désordonnés qui ont contribué à laisser l'Afrique à la traîne. Ceci, a-t-elle fait observer, menace gravement le rêve de renaissance qui invite à une approche unifiée, ancrée sur la confiance en soi et l'optimisme. *"Par conséquent, j'invite tous ceux ici présents à penser et à faire les choses différemment pour que nous arrivions à des approches pragmatiques, possibles, viables et unifiées afin d'éliminer la faim sur le continent"*. Elle a conclu en exprimant la plus grande reconnaissance au Directeur général de la FAO et au Président Lula pour le leadership dont ils ont fait montre dans l'organisation conjointe, avec la Commission de l'UA, de cette initiative historique.

9. **Le ministre d'État de l'Agriculture de l'Éthiopie, S.E. M. Wondirad Mondfro**, a souligné qu'en raison des pressions externes, il était difficile pour le continent d'atteindre une croissance économique soutenue et substantielle. Toutefois, au cours

de la dernière décennie, certains pays africains ont **réussi** à réaliser une croissance économique. Il a informé la réunion que l'Éthiopie a réalisé un taux à deux chiffres de sa croissance économique et que cette croissance a été améliorée après l'adoption du CAADP par ce pays. Il a rappelé la grave sécheresse et ses effets qui ont plongé le pays dans une situation sérieuse d'insécurité alimentaire. Le ministre d'État a ensuite donné quelques faits saillants des stratégies fortes de développement et d'éradication de la pauvreté du pays, notamment les composantes du Programme de sécurité alimentaire de l'Éthiopie telles que les filets de sécurité productifs, entre autres. Il a révélé qu'à ce jour, plus de 2,8 millions de personnes ont suivi et achevé le programme sur les filets de sécurité. Elle a fait remarquer que bien qu'encourageants, ces résultats ne sont pas suffisants et qu'il est opportun pour le pays d'apprendre des expériences du Brésil, de la Chine et du Vietnam et de tirer avantage des partenariats.

DEUXIEME SEANCE: SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE - VERS L'ERADICATION DE LA FAIM

10. **Dr. Abebe Haile Gabriel, Directeur du Département de l'économie rurale et de l'agriculture**, a présenté un document intitulé «*Partenariats pour éradiquer la faim en Afrique : Défis, opportunités et meilleures pratiques pour la mise en œuvre*». Il a souligné le paradoxe dans le fait que le continent qualifié comme le plus rapidement croissant était, de l'autre côté, la région la plus précaire du monde en termes de sécurité alimentaire. Il a fait observer que l'augmentation de la production alimentaire ne garantit pas nécessairement d'être à l'abri de la faim pour la majorité de la population. Pour éradiquer la faim, le Dr Abebe a souligné un certain nombre de messages clés, dont l'appropriation du problème, la confiance en nous-mêmes, en évitant des excuses pour l'inaction – le manque de connaissances ou l'absence de ressources, l'apprentissage des leçons des expériences réussies et leur adaptation de manière innovante à nos réalités nationales, la nécessité de prendre des actions concrètes, et d'être mutuellement responsables de nos actions et des résultats.

11. **Dr. Lindiwe Sibanda Majele, chef de la Direction du Réseau d'Analyse politique de l'alimentation, de l'agriculture et des ressources naturelles (FANRPAN)**, a fait un exposé sur les recommandations du Dialogue multipartite de la séance de la première journée (tenue le 29 juillet 2013). Elle a résumé les messages clés de cette séance en invitant à : (1) l'institutionnalisation des contributions des acteurs non étatiques ; (2) faire de la responsabilisation un élément clé dans "l'approche unifiée pour éradiquer la faim en Afrique", et (3) avoir une volonté politique forte et soutenue.

TROISIEME SÉANCE: EXPÉRIENCE DES PAYS DANS LA LUTTE CONTRE LA FAIM (ASIE ET AMERIQUE LATINE)

Chine:

12. Le chef de la délégation chinoise a déclaré que son gouvernement attachait une grande importance à la lutte contre la faim et la pauvreté. Il a déclaré que 1,5 milliard de personnes dans le monde souffrent de la pauvreté, et qu'il incombe à la communauté

internationale d'aider à la réduction de la pauvreté et de la faim par la fourniture de l'aide au développement. Il a souligné que le gouvernement chinois attache une grande importance à l'élimination de la faim et de la pauvreté. Il a noté que, dans l'esprit de la coopération Sud-Sud, la Chine a aidé les pays africains à accroître leur productivité agricole grâce à l'établissement de relations de transferts de technologie, à l'accès aux nouvelles technologies et à leur démonstration, entre autres. La Chine a promis son aide à l'Afrique pour éradiquer la faim et la pauvreté.

Vietnam:

13. Le chef de la délégation vietnamienne a informé la Réunion de haut niveau que son pays a enregistré un déficit alimentaire au cours des années 1970 et 1980. Depuis 1986, le Vietnam a adopté la politique de "Rénovation", qui a changé l'orientation du développement économique dans le secteur de l'agriculture. D'un pays qui manque de produits alimentaires, le Vietnam a commencé à exporter et est finalement devenu le deuxième plus grand exportateur de riz au monde. Il a été souligné que les éléments clés de la politique du Vietnam étaient : (i) une stratégie conforme aux engagements politiques forts, (ii) une réforme globale en accord avec les mécanismes du marché, en créant des conditions favorables pour les moyens de productions et les biens produits et permettant ainsi un fonctionnement efficaces des marchés, (iii) un meilleur investissement pour les systèmes de gestion de l'eau, en assurant l'irrigation de plus de 70% de la zone de culture du riz, (iv) l'investissement dans les programmes de sélection de semences, le développement d'un système de vulgarisation agricole axé sur les agriculteurs, et (v) le développement des services agricoles, et la mise au point d'un système de crédit consenti aux ménages d'agriculteurs.

Brésil:

14. La ministre de l'Agriculture du Brésil a commencé par informer la réunion que, depuis 2002, le Gouvernement du Brésil a entrepris un programme de politique sociale vigoureuse. Elle a souligné qu'il était essentiel d'allouer une part des budgets nationaux à l'investissement social. Décrivant la pauvreté et la faim comme un problème complexe et multidimensionnel, elle a parlé du conceptuel de l'initiative *Fôme Zero* du Brésil et de son cadre stratégique, qui couvraient la politique de croissance inclusive, la politique de développement de l'agriculture et la politique de protection sociale. Elle a également décrit les quatre approches pour éradiquer la faim, à savoir : i) l'accès à la nourriture ; ii) la génération de revenus à travers le programme de la «Bourse familiale» ; iii) la promotion de l'agriculture familiale, et iv) la participation et la responsabilité citoyennes. Elle a mis l'accent sur le fait que des succès peuvent être obtenus grâce :

- *A la création d'un Réseau des petits exploitants* - le Gouvernement a appuyé l'augmentation des lignes de crédit agricole et la réduction des coûts bancaires et des taux de crédit. De plus, le Gouvernement a augmenté les investissements sur l'assistance technique afin d'améliorer la productivité de l'agriculture. L'alimentation scolaire a été garantie dans les zones rurales, offrant ainsi un marché pour les produits des petits

exploitants par le biais du secteur privé et des marchés publics, résultant à l'accroissement de la production alimentaire et des revenus dans les zones rurales.

- *A la Bourse familiale* – qui accorde un soutien direct aux ménages à faible revenu qui reçoivent un transfert de revenus de l'État. Ceci a augmenté de plus de 100 % le revenu des ménages à faible revenu. La pauvreté a été réduite de manière considérable.
- *A la Création d'emplois* - Vingt millions de nouveaux emplois ont été créés en 10 ans par l'institution par le Gouvernement d'un salaire minimum au-dessus du taux d'inflation pour maintenir le revenu réel.

EXPERIENCES DE L'AFRIQUE

Angola:

15. Après 30 ans de guerre, le secteur de l'économie et de l'agriculture de l'Angola a été affaibli, laissant la population très dépendante de l'aide alimentaire extérieure. Toutefois, depuis le retour de la paix en 2002, la lutte contre la pauvreté et l'éradication de la faim a été une priorité du gouvernement et a été prise en compte dans la politique du gouvernement. Des efforts financiers et humains importants ont été mobilisés, notamment pour réhabiliter les infrastructures, à savoir : les routes, les écoles et les hôpitaux. Les petits exploitants sont au cœur de ces efforts par le truchement de programmes entrepris à cet égard.

16. Le gouvernement a présenté son programme de développement rural qui comprend la distribution gratuite de semences et d'intrants agricoles, l'irrigation à petite échelle et à grande échelle (avec une participation massive des jeunes et des femmes) et mis en œuvre sa composante "De l'eau pour tous", ciblant les populations rurales. Cela a particulièrement entraîné une augmentation considérable de la production de céréales. Le programme encourage les petits producteurs à accéder aux marchés et a connu l'allocation des ressources publiques à l'agriculture au profit d'un grand nombre de municipalités. À la suite de toutes ces interventions, l'Angola était en mesure d'atteindre le premier OMD. L'Angola a annoncé sa contribution de 10 millions de dollars au **Fonds de solidarité** pour la sécurité alimentaire en **Afrique**.

Éthiopie:

17. L'Éthiopie a toujours œuvré à l'éradication de la pauvreté et de la faim. Ses efforts visant à éliminer la faim et la pauvreté ont été basés sur l'orientation de sa politique économique (ADLI), qui a consisté à (i) assurer une croissance économique rapide, (ii) promouvoir le développement d'une économie de marché, (iii) éliminer la dépendance du pays vis-à-vis de l'aide alimentaire, et (iv) améliorer les avantages en faveur de la population. Ceci est complété par la politique de développement rural, qui

se concentre davantage sur les stratégies à forte intensité de main-d'œuvre de travail intensif et l'utilisation judicieuse des terres.

18. La mise en œuvre systématique de ces politiques a entraîné une croissance du PIB national de plus de 10 % au cours des neuf dernières années, et le nombre de personnes diplômées du programme de filet de sécurité a de même enregistré des augmentations annuelles. Ce résultat découle d'un leadership fort et de l'engagement du gouvernement; d'une vision et d'une stratégie nationales à long terme développées au niveau national, de l'intégration totale du programme de sécurité alimentaire à tous les secteurs et à toutes interventions et de la mise d'un accent particulier sur la réduction de la vulnérabilité.

Malawi:

19. Il a été constaté que le Malawi consacrait environ 18 à 19 % du budget national au secteur de l'agriculture, dépassant le minimum de 10% prévu par le CAADP et que l'investissement avait enregistré un taux de croissance annuel 6-8 % dans le secteur de l'agriculture. Les domaines d'investissement ont été, entre autres, les subventions des intrants agricoles, le programme des infrastructures de l'agriculture et l'engagement politique de haut niveau (par exemple, l'Initiative présidentielle du programme de réduction de la pauvreté et de la faim). Ces initiatives ont permis l'amélioration de la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus avec l'adoption de technologies. Quelques problèmes existent encore sur les pertes post-récoltes, le financement de l'agriculture, les problèmes des marchés des produits de base et l'intervention du secteur privé qui se fait attendre.

Niger:

20. Le Niger a été confronté au problème considérable de lutte contre la faim et la pauvreté, en particulier, à cause de la sécheresse et des chocs climatiques. La loi reconnaît que tous les citoyens devraient avoir accès à la nourriture. Suite à cela, le gouvernement a élaboré une stratégie de lutte contre les catastrophes naturelles et pour aider les personnes vulnérables à lutter contre l'insécurité alimentaire. La stratégie du Niger met essentiellement l'accent sur deux aspects : (a) l'augmentation de la production pastorale, l'augmentation des échanges et de la production alimentaire, la prévention de l'insécurité alimentaire en protégeant les plus vulnérables, et la création d'un environnement propice grâce à la planification des investissements prioritaires. (b) la mise en place d'un mécanisme pour permettre le leadership national et l'inclusion des partenaires et également la mise en place des équipes au niveau des ménages, des villages et des villes.

21. En deux ans la production a augmenté de 49 % tandis que la malnutrition a diminué de 113 %. L'incidence de la crise alimentaire a été réduite grâce aux politiques adoptées. Les stratégies fondées sur la productivité ont également pris en compte les questions sociales, l'amélioration des marchés locaux pour les plus vulnérables et l'augmentation de la production alimentaire au niveau des ménages.

QUATRIÈME SEANCE: FONDS D'AFFECTION SPÉCIALE POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE ET AUTRES MÉCANISMES DE FINANCEMENT

22. **Mme Maria Helena Semedo, Directrice-générale adjointe de la FAO en charge de la gestion du savoir**, a fait aux délégués l'historique du Fonds d'affectation spéciale de solidarité africaine créée lors de la 26e Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique au Congo (Brazzaville), pour faire face aux crises dans la Corne de l'Afrique et au Sahel. Elle a indiqué que les priorités du Fonds sont conformes à celle du CAADEP et pourraient même promouvoir la coopération Sud-Sud, l'échange d'idées et de bonnes pratiques en Afrique et ailleurs et encourager les femmes productrices et entrepreneures. Il a été noté que le Fonds de solidarité serait administré par un comité directeur, qui aura pour fonctions générales sa supervision, et doté d'un secrétariat basé à Accra (Ghana) et la FAO serait l'agence fiduciaire.

23. Elle a annoncé que le Fonds de solidarité avait reçu des contributions du Gouvernement de la Guinée (30 millions de dollars) et que les Gouvernements de la République du Congo et de la République d'Angola ont fait des annonces de contributions.

POINTS FORTS

- (i) Le succès enregistré dans les pays qui ont éradiqué la faim n'a pas été réalisé par hasard, mais il a résulté d'une vision et d'objectifs claires, d'un leadership déterminé, de l'appropriation par les pays et des mesures concertées et surtout d'un leadership exceptionnel démontré par des actions.
- (ii) Si l'Afrique doit trouver des solutions nationales, il ne sert à rien de réinventer la roue. Les pays africains sont bien placés pour choisir les meilleures pratiques de divers systèmes et les adapter à leurs besoins spécifiques.
- (iii) La Chine, le Brésil et le Vietnam ont été déterminés à participer à la coopération Sud-Sud pour renforcer les partenariats dans le cadre de la mise en œuvre du CAADP et de l'éradication de la faim.

SESSION DES CHEFS D'ÉTATS

PREMIERE SEANCE : Séance d'ouverture

24. Des remarques liminaires ont été faites par Son Excellence la Présidente de la Commission de l'UA suivies de celles du Directeur général de la FAO, Son Excellence Lula Da Silva et Son Excellence le Premier Ministre de la République Fédérale d'Éthiopie.

25. **S.E. Dr Nkosazana Dlamini Zuma, présidente de la Commission de l'UA** a, au nom de la Commission de l'Union africaine, souhaité la bienvenue aux délégués et rappelé les statistiques actuelles qui indiquent que l'Afrique est la seule région du monde où le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté ces dernières années. Elle a souligné que l'Afrique ne peut et ne doit pas accepter la faim, sous quelque forme que ce soit. Elle a réitéré que « *la faim n'est pas seulement une question de production et de disponibilités alimentaires, mais aussi un problème de distribution, de stockage, de traitement, d'accès, d'accessibilité et de qualité - qui est également liée à des situations de développement de la santé publique et des ressources humaines* ». Dr. Zuma a également souligné que l'éradication de la faim et de la malnutrition est à notre portée car l'Afrique est engagée dans le programme du CAADP. Dr Zuma a souligné le rôle fondamental des femmes dans l'agriculture et rappelé qu'un programme favorable conçu pour relever les défis lancés aux femmes est une condition préalable pour éradiquer la faim et la pauvreté en Afrique. Elle a lancé un appel afin qu'une nouvelle approche unifiée soit adoptée pour éradiquer la faim en Afrique, notant que cette entreprise ne doit pas être laissée aux seuls ministères de l'Agriculture ou de l'économie et qu'elle nécessite une approche multisectorielle.

26. **Le Directeur général de la FAO José Graziano da Silva** a souligné la nécessité d'adopter une approche intégrée dans le cadre de la promotion de la sécurité alimentaire. Il a déclaré que " *Pour assurer la sécurité alimentaire de manière durable, il convient de travailler avec les petits producteurs, les aider à accroître la production et la productivité, et il convient de même de se pencher sur l'accès à la nourriture, et veiller à ce que les familles pauvres aient les moyens de produire la nourriture dont ils ont besoin ou de gagner le revenu nécessaire pour l'acheter* ". Graziano da Silva a affirmé que la FAO a pris l'engagement de soutenir le leadership de l'Afrique pour atteindre l'objectif d'éradiquer la faim en Afrique d'ici 2025.

27. **L'ancien président brésilien S.E. Luiz Inácio Lula da Silva** a expliqué avec éloquence que la faim n'est pas la conséquence d'un phénomène naturel, mais plutôt une manifestation sociale et culturelle. Il a assuré qu'il était " *possible et à notre portée d'éradiquer la faim, au Brésil, en Afrique et partout ailleurs dans le monde* ". Il n'a souligné que le facteur majeur à cet égard la volonté politique et l'engagement. Il a indiqué que l'éradication de la faim devrait être au cœur des politiques de l'État et " *non un moyen pour gagner les élections* ». Il a souligné que la faim peut être éradiquée par des politiques appropriées et une volonté politique forte. " *Ces personnes qui ont faim ne sont souvent pas organisées, elles ne sont pas affiliées à un syndicat, n'ont pas la force de protester, encore moins le courage de dire qu'ils ont faim* " Si l'État ne prend pas soin de ces personnes, les budgets nationaux seront entièrement dirigés vers les secteurs organisés de la société.

28. Il a informé la réunion que le Brésil a enregistré une croissance annuelle de 14 % du PIB dans le cadre de la lutte contre la faim et notamment en ce qui concerne la composante de la répartition des richesses. " *Autrement, nous continueront à fournir des secours au lieu d'assurer une croissance économique* ", a-t-il assuré. Il a ajouté que " *plus nous impliquerons la société civile, plus nous nous rapprocherons de la*

croissance économique ". Il a par ailleurs déclaré qu'il était heureux de constater que certains pays africains ont déjà réalisé le premier OMD visant à « *Réduire la pauvreté de moitié* ». Il a insisté sur la nécessité, pour les gouvernements, de consacrer un part de leurs budgets aux pauvres. Autrement, le problème de la faim ne sera résolu ni aujourd'hui, ni en 2025, ni jamais."

29. **S.E. Hailemariam Desalegn, Premier ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie** a souhaité la bienvenue aux délégués au nom du peuple Ethiope. Tout en notant que la faim et la famine sont des phénomènes complexes qui vont au-delà de l'autosuffisance alimentaire, il a lancé un appel afin qu'une attention particulière soit accordée aux causes profondes de la faim – de la pauvreté. Il a affirmé que l'Afrique est en mesure d'éradiquer la faim et la malnutrition et a lancé un appel pour l'adoption d'une approche unifiée qui identifie les meilleures pratiques évolutives en l'Afrique et en dehors de l'Afrique. Il a exhorté la communauté internationale à convenir d'une feuille de route commune pour faire face aux conséquences du changement climatique sur le développement durable en Afrique en vue d'éradiquer la faim, avant de déclarer la réunion de haut niveau, officiellement ouverte.

DEUXIÈME SEANCE: PROGRÈS ENREGISTRÉS DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE EN AFRIQUE, L'ACCENT ETANT MIS SUR LA PROCHAINE DÉCENNIE ET L'ÉRADICATION DE LA FAIM

30. **S.E. Dr Ibrahim Assane Mayaki**, Directeur général de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD a noté l'importance du soutien apporté aux États membres de l'UA et à tous les acteurs dans la mise en œuvre de la feuille de route en vue de l'éradication de la faim et de la pauvreté dans le cadre du CAADP. Il a souligné que l'approvisionnement insuffisant de l'énergie sur le continent est plutôt un problème régional que national, ce qui entrave la fourniture de soins de santé, de l'éducation et des services socioculturels, qui à leur tour ont un impact négatif sur la productivité agricole. Malgré le projet prioritaire sur l'énergie en cours sur le continent dans le cadre du PIDA, il a exhorté les États membres à contribuer à l'investissement dans les énergies renouvelables afin d'accroître la productivité agricole et la production alimentaire.

TROISIEME SEANCE : TABLE-RONDE DES PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

31. Cette séance, intitulée : «Partenariats pour l'éradication de la faim en Afrique», a été animée par S.E. Dr Akinwunmi Adesina, ministre de l'Agriculture et du Développement rural du Nigeria.

32. Les panélistes étaient S.E. Olusegun Obasanjo ; S.E. John Kufuor, S.E. Ertharin Cousin, le Programme alimentaire mondial (PAM), Dr. Michael Hailu du CTA, M. Laurence Lee et M. Marcio Porto.

33. **S.E. Olusegun Obasanjo** ancien président de la République fédérale du Nigeria, président et fondateur de la «Fondation Olusegun Obasanjo" a fait valoir que les

sociétés africaines devraient envisager de consommer les aliments de base produits localement.

34. **M. Marcio Porto**, représentant de Embrapa, Société de recherche agricole du Brésil, est d'avis que le mot «recherche» a lui-même été rarement mentionné lors de la conférence alors que seule la recherche agricole publique peut fournir une sécurité alimentaire durable "*Aucun pays ne peut vivre des technologies importées* ». Il a en outre avancé que la meilleure manière d'attirer davantage les jeunes vers le secteur agricole est de mettre à disposition les résultats des recherches financées par l'État.

35. **M. Laurence Lee** de la Fondation Bill & Melinda Gates a fait savoir que le portefeuille de l'agriculture vient en deuxième après celui de la santé. Il a plaidé en faveur de l'amélioration de la nutrition en soutenant la recherche et le développement en ce qui concerne les cultures de base (manioc, maïs, etc.), y compris les semences d'espèces classiquement connus pour leur propriété de biofortification. Il est convaincu qu'avec leurs initiatives dans le domaine de la santé, la fondation peut faire la différence réelle et significative.

36. **Dr Michael Hailu**, Directeur du Centre technique de l'Agriculture et de la coopération rurale (CTA), a noté que la technologie de l'information a un rôle central à jouer dans la promotion du processus de transformation de l'agriculture sur le continent, en agissant à différents niveaux et en changeant la manière dont les services peuvent être offerts aux paysans.

37. **Ertharin Cousin**, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial des Nations Unies, a souligné que cette réunion était une occasion unique et opportune d'amener les dirigeants africains à s'engager vis-à-vis de la question de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Elle a déclaré ce qui suit : "*Je suis encouragée par l'engagement évident à aborder les questions de sécurité alimentaire et de nutrition, qui sont essentielles pour atteindre l'objectif zéro faim du Secrétaire général.*" Elle a ajouté qu'ensemble, avec les autres institutions basées à Rome, les Nations Unies restent déterminées à soutenir l'Union africaine et le CAADP dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de sécurité alimentaire sur le continent.

QUESTIONS MAJEURES EMANANT DES DISCUSSIONS EN TABLES-RONDES :

- (i) Incapacité de la croissance du PIB à être traduite en réduction de la faim.
- (ii) Nécessité d'un changement de paradigme par lequel l'agriculture serait considérée comme une entreprise plutôt qu'un moyen de subsistance.
- (iii) Nécessité d'associer la sécurité alimentaire ciblée aux politiques sociales.

TROISIÈME SEANCE: TABLE-RONDE DES CHEFS D'ETAT

38. Cette séance a été intitulée « Engagement à éradiquer la faim en Afrique ». Elle a été animée par Dr. Carlos Lopes, Secrétaire exécutif de la CEA. Les panélistes étaient composés de chefs d'État et, ou de leurs délégués du Niger, de la Tanzanie, du Swaziland, du Cameroun, du Brésil et de l'Éthiopie.

Questions essentielles découlant des Tables rondes des chefs d'État et de gouvernement :

- (i) S'efforcer de transformer les ressources abondantes de l'Afrique (travail, terre, eau, etc.) en opportunités de développement économique en vue de l'éradication de la pauvreté et de la faim.
- (ii) La population africaine est essentiellement composée de jeunes que l'on intéresse peu et qui ne bénéficient pas de mesures d'encouragement pour s'engager dans des activités agricoles. Il est nécessaire d'investir dans les jeunes pour leur permettre de contribuer efficacement à la transformation de l'agriculture.
- (iii) L'engagement politique est essentiel, autrement l'on ne pourrait pas réaliser grand chose. Les pays doivent étudier les voies et moyens de renouveler leurs engagements politiques vis-à-vis de l'éradication de la faim.

QUATRIÈME SEANCE : OBSERVATIONS DE CLÔTURE

39. S.E.Tumusiime Rhoda Peace, Commissaire de l'Union africaine en charge de l'Économie rurale et de l'agriculture a lu la déclaration de la réunion de haut niveau de l'Union africaine (Annexe 1) qui a été adoptée de manière anonyme.

40. SE Dr. Zuma a invité le **vice-président de la République-Unie de Tanzanie, Dr. Mohammed Gharib Bilal**, à procéder à la clôture de la Réunion de haut niveau. Dr Bilal a remercié Dr. Zuma pour l'honneur qu'elle lui a fait de clôturer la réunion et a réaffirmé que la Réunion de haut niveau a été une occasion rare de faire le bilan des réalisations, 10 ans après l'adoption de la Déclaration de Maputo. Au nom de tous les délégués, il a remercié les organisateurs (la Commission de l'UA, FAO et Institut Lula) de la réunion de trois jours enrichie par les débats menés. Il a de même souligné que les résultats de la réunion reflètent un désir d'action. Il a alors déclaré la réunion officiellement close.

MESSAGES CLÉS

- I. L'impact défavorable de la faim et de la malnutrition sur les économies africaines a mis l'accent, par consensus, sur l'objectif d'éradiquer la faim en Afrique à l'horizon 2025.

- II. La nécessité de mobiliser des ressources budgétaires internes pour les programmes destinés à transformer le secteur de la production alimentaire et de fixer l'éradication de la faim et le développement des institutions comme objectifs politiques.
- III. Le partenariat renouvelé aidera les pays africains à apprendre et à adapter les politiques et les pratiques qui ont réussi en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

ÉRADIQUER LA FAIM EN AFRIQUE: RÉSUMÉ DE LA FEUILLE DE ROUTE POUR L'ACTION

41. Les États membres représentés à la réunion de haut niveau ont recommandé que les pays prennent toutes les mesures nécessaires pour atteindre rapidement les objectifs de performance ci-après, liés à l'éradication de la faim:

- Éliminer la faim et la pauvreté d'ici 2025, c'est-à-dire, dans le même délai que celui convenu pour maintenir l'élan suscité pour le CAADP (SCM);
- Dans les pays qui appliquent pleinement l'approche de partenariat renouvelé, réduire la faim de 40 pour cent d'ici 2017;
- Améliorer l'accès à la nourriture tout au long de l'année, réduisant ainsi la nécessité d'une aide alimentaire extérieure dans les 10 ans;
- Éliminer le retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans en Afrique et améliorer la nutrition des femmes enceintes et de la petite enfance;
- Doubler la productivité des aliments de base dans les 5-10 ans, sans compromettre la durabilité environnementale des systèmes de production : et
- Réduire les niveaux de déchets alimentaires à pas moins des moyennes mondiales, dans le but de les réduire davantage rapidement.

42. L'initiative s'appuie sur le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP) et combine son objectif de production agricole avec des interventions en matière de protection sociale, afin que les populations qui sont actuellement marginalisées ou déplacées (que ce soit en zone rurale ou urbaine) puissent se réinsérer dans la vie économique.

PRINCIPES FONDAMENTAUX

- (i) *Un leadership fort facteur déterminant du succès pour éradiquer la faim* : Il convient de souligner que tous les buts, ambitions, et objectifs seront loin des prévisions s'ils ne sont pas soutenus par une volonté politique de haut niveau. Un leadership fort est un facteur déterminant de succès pour éliminer la faim. Pour réussir à atteindre la transformation économique soutenue et accélérée de manière générale, et la maîtrise de l'agriculture, l'engagement indéfectible des leaders nationaux est vital.
- (ii) *Le partenariat renouvelé* : Le soutien et l'engagement de nombreux acteurs de la société dynamique africaine, y compris les contributions des entrepreneurs, des organisations de la société civile, des coopératives et des universités, mèneront au bien-être de tous sur le continent. Le partenariat renouvelé vise à offrir le courtage / facilitation d'accès aux approches les plus appropriées des meilleures pratiques permettant à l'Afrique de choisir, de s'adapter et d'en tirer parti. Le partenariat reconnaît que l'on ne peut pas appliquer avec succès une approche de « taille unique » à tous.
- (iii) *Le financement national est la clé pour l'éradication de la faim* : les gouvernements africains devraient redéfinir les priorités de la lutte contre la faim, qui a des retombées économiques dans leurs budgets.
- (iv) *Les dispositions institutionnelles à coordonner* : Il importe de prendre des dispositions institutionnelles au plus haut niveau, de coordonner de nombreuses agences gouvernementales au-delà des institutions du secteur agricole. C'est le seul moyen de tirer avantage de l'énergie totale nécessaire pour l'éradication de la faim et d'offrir de bonnes chances d'engager les deux gouvernements central et décentralisé, ainsi que les communautés locales.

FÉLICITATIONS ET APPROBATION DE L'INITIATIVE

43. Plusieurs États membres ont félicité et approuvé l'initiative pour éradiquer la faim après le partage d'expériences et des succès de leurs propres pays.

PAYS REPRÉSENTÉS

44. Les pays suivants étaient représentés à la réunion de haut niveau sur l'éradication de la faim en Afrique :

Algérie - Bénin - Brésil - Burkina Faso - Burundi - Cameroun - Cap-Vert - Chine - Congo - Comores - Côte d'Ivoire - Ethiopie - Guniée Equatoriale - Gabon - Gambie - Ghana - Japon - Italie - Kenya - Liberia - Madagascar - Malawi - Mozambique - Maroc - Namibie - Niger - Nigeria - Rwanda - Sénégal - Seychelles - Soudan du Sud - Soudan - Swaziland - Togo - Tunisie - Ouganda - États-Unis - Vietnam - Zambie - Zimbabwe

DÉCLARATION

Vers la Renaissance africaine : Partenariat renouvelé pour une approche unifiée pour éradiquer la faim en Afrique d'ici 2025 dans le cadre du CAADP

Dans le cadre de la Réunion de haut niveau sur le partenariat renouvelé pour une approche unifiée pour éradiquer la faim en Afrique a été organisée conjointement par l'Union africaine (UA), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Institut Lula :

Nous, chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'Union africaine, conjointement avec les représentants d'organisations internationales, de la société civile, des coopératives du secteur privé, des producteurs agricoles, des jeunes, des universités et d'autres partenaires soucieux de mettre un terme à la faim en Afrique, réunis à Addis-Abeba (Éthiopie) du 30 juin au 1^{er} juillet 2013 dans le but d'explorer des moyens novateurs et appropriés pour mettre un terme à la faim en Afrique ;

Reconnaissant que l'Afrique a connu une croissance économique d'une ampleur sans précédent coïncidant avec l'amélioration de la gouvernance qui contribue à des réalisations importantes dans la lutte contre la faim dans plusieurs pays ;

Reconnaissant que près de 25 pour cent des populations africaines (environ 245 millions de personnes) ne disposent pas d'assez de nourriture pour satisfaire leurs besoins nutritionnels de base, et que 30 à 40 pour cent des enfants âgés de moins de cinq ans souffrent encore de malnutrition chronique, y compris les carences en macronutriments ;

Reconnaissant que de nombreux ménages sont encore exposés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition en raison de l'insuffisance des produits alimentaires disponibles et des revenus, du chômage, des risques et de la vulnérabilité, de l'accès insuffisant aux services de base comme la santé, l'eau, l'assainissement et l'éducation ;

Reconnaissant que les femmes, en tant qu'exploitantes agricoles, constituent la majeure partie des producteurs de denrées alimentaires, mais qu'elles sont toujours vulnérables et ont besoin d'appui ciblé;

Réaffirmant le rôle important de l'éducation, de la formation, de la recherche et du développement dans l'évolution des sciences, des technologies et des plates-formes d'innovation en matière d'agriculture en Afrique dans l'avancement de la vision d'une Afrique à l'abri de l'insécurité alimentaire ;

Notant que malgré l'énorme potentiel nécessaire pour améliorer la productivité alimentaire et agricole en Afrique (cultures, élevage, pêche et foresterie), ce secteur, sur le continent, demeure en moyenne le plus faible par rapport aux autres régions en

développement, avec seulement 6 pour cent de la superficie cultivable dotée d'infrastructures d'irrigation sur l'ensemble du continent, contre 20 pour cent à l'échelle mondiale ;

Notant que le secteur privé africain est une ressource sous-utilisée, qui doit être mise à profit pour la pleine participation à la transformation de l'agriculture africaine ;

Reconnaissant qu'un nombre alarmant des ménages ruraux en Afrique connaissent une marginalisation économique en raison de l'accès limité aux intrants, aux ressources, aux services, aux marchés et à l'infrastructure essentielle et à l'exposition au risque;

Reconnaissant que les problèmes de faim, d'insécurité alimentaire et de malnutrition en Afrique sont multiples et multidimensionnels, et qu'ils sont, par ailleurs, susceptibles de perdurer à moins que nous, dirigeants, travaillions la main dans la main avec les principales parties prenantes de la société afin d'assurer que soient prises par les gouvernements et la société, des mesures audacieuses, urgentes, résolues et concertées, compte tenu de l'accroissement prévu de la population africaine, de la pression sur les ressources naturelles et de la menace que constitue le changement climatique ;

Rappelant la Déclaration de Rome de 1996 sur la sécurité alimentaire mondiale et le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation pour atteindre la sécurité alimentaire pour tous grâce aux efforts en cours pour éradiquer la faim dans tous les pays, ainsi que notre engagement à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ;

Rappelant la Déclaration de Maputo de juillet 2003, qui a adopté le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP) comme cadre pour relever de manière coordonnée les défis du développement agricole et de la sécurité alimentaire ;

Reconnaissant que la création du CAADP était une réalisation collective, unique en son genre, de l'Afrique, dont le but est de réduire la faim et la pauvreté à travers le développement agricole ;

Prenant note de l'initiative du « Défi Faim Zéro » de 2012 du Secrétaire général des Nations Unies et reconnaissant le succès des programmes d'éradication de la faim dans diverses parties du monde, ainsi que le rôle essentiel de la protection sociale dans la réalisation de cet objectif ;

Reconnaissant que la croissance de nos économies et l'éradication de la pauvreté sont nécessaires pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable, ainsi que l'inclusion sociale ;

Reconnaissant l'énorme potentiel pour le développement agricole en Afrique, la population croissante de jeunes et la disponibilité d'immenses ressources en terres et en eau qui peuvent être utilisées pour la production agricole en général, notamment l'élevage, la culture, la pêche et la sylviculture;

Reconnaissant que pour mettre un terme à la faim en Afrique, il est nécessaire de renouveler les partenariats, d'adopter une approche unifiée et de prendre des engagements politiques à de hauts niveaux ;

Notant que l'UA, la FAO, l'Institut Lula et la plupart des acteurs non étatiques se sont engagés à soutenir activement la mise en œuvre de la présente déclaration :

1. **DÉCLARONS** notre détermination à éradiquer la faim sur le continent d'ici à 2025 en maintenant la dynamique du CAADP ;
2. **PROCLAMONS** notre engagement politique à mettre un terme à la faim et **NOUS ENGAGEONS**, à cet égard, à :
 - a) Travailler avec nos sociétés et institutions publiques et privées, et à les mobiliser pour une nouvelle renaissance de l'Afrique, source de prospérité pour tous les Africains ;
 - b) Renforcer les systèmes pour la collaboration intersectorielle entre les institutions, et la coopération avec les acteurs non étatiques (organisations paysannes, société civile, milieux universitaires et secteur privé) en vue de la mise en œuvre de cet agenda ;
 - c) Accroître et redéfinir les priorités des investissements publics dans le développement agricole, en particulier pour catalyser l'investissement privé dans le secteur ;
 - d) Compléter les mesures visant à augmenter la productivité alimentaire et agricole avec la protection sociale avec une attention particulière à la nutrition, tout en assurant la durabilité de l'environnement ;
 - e) Engager des lignes budgétaires ciblées dans les budgets nationaux pour la protection sociale pour permettre aux pauvres de s'engager dans l'activité économique ;
 - f) Accroître le soutien et supprimer les obstacles pour les jeunes, les femmes et les petits exploitants en vue de rendre le secteur plus attrayant comme garantie d'un avenir de prospérité agricole ;
 - g) Garantir le droit d'accès aux ressources en terres et en eau, et améliorer les capacités de leur gestion durable.

3. RÉAFFIRMONS notre engagement à :

- a) Mettre en œuvre la Déclaration de Maputo de juillet 2003 que nous avons adoptée sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique tel que souligné dans le cadre du CAADP ;
- b) Promouvoir l'accès aux fonds nationaux, ainsi qu'aux fonds existants pour l'appui au CAADP, et encourager les États membres à contribuer volontairement au Fonds de solidarité africain pour la sécurité alimentaire en Afrique lancé à Brazzaville en avril 2012 lors de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique ;
- c) Initier et renforcer les mesures conjointes en vue d'intégrer et d'opérationnaliser l'approche renouvelée et unifiée pour éradiquer la faim en Afrique d'ici 2025 dans le cadre du CAADP et des processus connexes ;
- d) Assurer une plus grande participation et des responsabilités des citoyens dans la conception, le développement et la mise en œuvre des politiques et interventions, ainsi que dans le suivi des engagements.

4. DEMANDONS à la Commission de l'UA, à la FAO et à l'Institut Lula, avec la pleine participation des acteurs non étatiques de :

- a) Appuyer le renouvellement des partenariats pour éradiquer la faim en Afrique d'ici à 2025 ;
- b) Soutenir les États membres dans le processus d'adoption, d'adaptation et de mise à niveau des meilleures pratiques, le cas échéant en vue de faire avancer l'agriculture en Afrique ;
- c) Promouvoir la coopération Sud-Sud à travers les institutions publiques et les acteurs non étatiques pour l'action et l'apprentissage dans le cadre des partenariats renouvelés.

5. DEMANDONS ÉGALEMENT aux partenaires de développement de renforcer le Partenariat renouvelé pour éradiquer la faim en Afrique ;

6. DEMANDONS ÉGALEMENT à la Commission de l'Union africaine, en coopération avec les parties prenantes concernées, y compris les acteurs non étatiques de :

- a) Mettre en place une plate-forme multipartite représentative de la société africaine d'agir à titre consultatif pour le partenariat renouvelé et/ou les questions connexes ;
 - b) Appliquer le cadre de responsabilité mutuelle du CAADP pour suivre et évaluer les progrès vers l'éradication de la faim d'ici à 2025 notamment en facilitant et en soutenant les évaluations nationales sectorielles conjointes appropriées ;
 - c) Élaborer des stratégies et messages de plaidoyer en vue de poursuivre et de soutenir l'élan du CAADP ;
 - d) Décerner un prix, tous les trois ans, aux pays et aux parties prenantes choisies, qui ont enregistré des progrès ou contribué de façon remarquable à l'éradication de la faim ; et
7. **RENOUVELONS** notre engagement à atteindre l'objectif de la Réunion de haut niveau sur le Partenariat renouvelé en vue d'éradiquer la faim en Afrique, et **NOUS ENGAGEONS** à mettre en œuvre la Feuille de route, avec essentiellement nos propres ressources et avec l'assistance de nos partenaires techniques et de nos partenaires de développement.

Fait à Addis-Abeba, le 1^{er} juillet 2013

2014

Rapport de la reunion de haut niveau sur le partenariat renouvele pour une approche unifiee de l'elimination de la faim en Afrique d'ici 2025 dans le cadre du programme detaille pour le developpement de l'agriculture en afrique, 1er juillet 2013, Addis-abeba (Éthiopie)

Union africaine

Union africaine

<http://archives.au.int/handle/123456789/3544>

Downloaded from African Union Common Repository